

Nkurunziza s'obstine, l'Union africaine hésite

Burundi On ne semble pas s'acheminer vers une solution dans la crise.

La visite au Burundi, la semaine dernière, des 15 ambassadeurs du Conseil de sécurité de l'Onu, accompagnés d'experts, n'a pas ouvert d'issue de secours dans la crise burundaise, dont chacun, sauf le gouvernement de Bujumbura – pour lequel tout va bien – s'accorde à redouter une sérieuse aggravation.

Nkurunziza ne bouge pas d'un iota

Deux heures de discussions des ambassadeurs avec le président Nkurunziza, dans sa résidence provinciale de Gitega, n'ont pas fait bouger la situation d'un iota.

Le chef de l'Etat burundais ne veut ainsi toujours rien entendre sur un dialogue avec son opposition; il n'accepte de dialoguer qu'avec ceux qui ne contestent pas son troisième mandat, formellement interdit par l'Accord de paix d'Arusha, qui avait mis fin à la garde civile (1993-2005), et cause de l'instabilité dans laquelle a plongé le pays depuis avril dernier.

Il ne veut pas non plus de nouveaux efforts de médiation, ceux de l'Ouganda n'ayant eu aucun effet sur l'obstination du président burundais jusqu'ici. Les ambassadeurs au Conseil de sécurité, eux, sont favorables à un rôle accru de l'Onu dans cette médiation.

Il n'y a, selon le président Nkurunziza, aucun danger de voir la situation s'aggraver au Burundi : *"Je vous garantis qu'il n'y aura plus de génocide au Burundi [...] le pays est en sécurité à 99 %"*, a-t-il assuré, alors qu'on déplore 400 morts depuis le début des protestations contre le troisième mandat, que

230 000 Burundais ont fui dans les pays voisins, qu'une dizaine de fosses communes ont été repérées par l'Onu, y compris dans un camp militaire, et que les disparitions se comptent par dizaines.

Les forces de sécurité procèdent en effet à des arrestations indiscriminées de jeunes gens dans les quartiers protestataires de Bujumbura, ce qui pousse nombre de jeunes à quitter la capitale pour rejoindre les groupes armés qui se sont constitués ces derniers mois.

Des rapports "erronés et manipulés"

Pour le président burundais, le problème vient du Rwanda, qu'il accuse de soutenir les groupes d'opposants armés qui viennent de se constituer – ce que Kigali dément. Il dépêche des envoyés dans nombre de pays africains

pour les convaincre que tout va bien. La situation est stable et paisible, a ainsi indiqué à Kinshasa un de ses envoyés, une situation *"qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs"*, rapporte l'Agence congolaise de presse.

Pierre Nkurunziza ne veut rien entendre non plus sur le déploiement au Burundi d'une force de prévention et de protection de 5 000 soldats, annoncé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) en décembre dernier *"sur base de rapports erronés et manipulés"*, a jugé le gouvernement de Bujumbura. Il *"est dans le déni total des dangers"*, a regretté samedi l'ambassadeur d'Egypte au Conseil de sécurité,

Si ces soldats débarquent, ils seront considérés comme une force d'inva-

sion et combattus, répète Bujumbura. Un sommet de l'Union africaine doit évoquer le sujet à partir de vendredi mais peu d'observateurs pensent que les chefs d'Etat, dans ces conditions, vont décider l'envoi de la force.

Des observateurs

On évoque cependant la possibilité de renforcer le nombre d'observateurs militaires de l'UA *"pour les porter à 100"*, a indiqué Smail Chergui, commissaire au Conseil de paix et sécurité de l'UA.

La France les verrait bien déployés le long de la frontière entre le Burundi et le Rwanda, afin de voir si les combattants armés s'infiltreraient bien au Burundi à partir du territoire voisin.

MFC

"(Le président burundais) est dans le déni total des dangers."

AMR ABOLATTA

Ambassadeur égyptien au Conseil de sécurité de l'Onu.

Épingle

La Belgique insiste sur le respect des textes

Le Premier ministre Charles Michel et son chef de la diplomatie, **Didier Reynders**, ont tous deux appelé lundi au respect des Constitutions en Afrique, un message plus particulièrement adressé aux présidents congolais **Joseph Kabila** et burundais **Pierre Nkurunziza**.

“Il n’y a pas de démocratie sans légitimité, il n’y a pas de légitimité sans respect pour le pacte constitutionnel qui unit les peuples et leurs dirigeants”, a affirmé M. Michel lors d’un discours prononcé à Bruxelles à l’occasion des Journées diplomatiques qui rassemblent l’ensemble des ambassadeurs belges.

Didier Reynders a rappelé qu’au Burundi, la Belgique ne prenait pas parti *“pour un tel contre tel autre, pour l’opposition contre le gouvernement par exemple”* – contrairement à ce qu’affirme régulièrement le parti présidentiel. *“Notre souci a toujours été de préserver l’accord d’Arusha et ses équilibres qui ont permis au Burundi de sortir de la guerre civile.”* Il a plaidé pour un *“dialogue inclusif, sans précondition et sans exclusive”* et soutenu l’envoi d’une *“force de stabilisation”* au Burundi, qui pourrait, selon lui, être une force de police dans un premier temps. (Belga)